



La gouvernance participative et la rénovation urbaine en France et en Allemagne

Février 2013

Maurice BLANC

Professeur de sociologie, Université de Strasbourg
Rédacteur en chef de la revue interdisciplinaire *Espaces et Sociétés*
maurice.blanc@unistra.fr

Article rédigé à l'occasion d'un séjour d'étude à Berlin, organisé par l'**Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville** (ORIV) en mars 2013.



Introduction : les malentendus interculturels

Traduttore, traditore.

Un traducteur est toujours un « traître », car il ne fait pas seulement un exercice linguistique : il transmet un message d'une culture à une autre et il doit satisfaire à la fois deux exigences opposées : être fidèle au message original (la source) et l'adapter aux destinataires (la cible), sinon il y a un risque d'incompréhension. Entre fidélité et adaptation, il faut trouver le compromis acceptable.

Pour me présenter en quelques mots, je suis professeur de sociologie à l'institut d'urbanisme de l'université de Strasbourg et j'ai longtemps dirigé un master interdisciplinaire d'aménagement et d'urbanisme. Mes recherches portent principalement sur la rénovation urbaine, la réhabilitation du logement social, la démocratie locale et la participation des habitants dans l'aménagement urbain. Deux raisons m'autorisent à faire le « passeur » entre la France et l'Allemagne : j'ai participé à des comparaisons européennes sur la rénovation des quartiers « défavorisés », plus particulièrement en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France. J'ai consacré deux semestres « sabbatiques » (en allemand, on dit plus justement *Forschungssemester*, semestre de recherche !), en 1987 et en 2005, pour étudier la « rénovation douce » en Allemagne. Mais il y a aussi des raisons privées qui jouent un grand rôle : j'appartiens à la génération qui a cru à la réconciliation de la France et de l'Allemagne, j'ai animé des rencontres de l'Office franco-allemand pour la jeunesse. Mes enfants ont la double nationalité française et allemande, ils sont bilingues et biculturels.

La traduction de l'expression française « politique de la ville » est un bon exemple de malentendus potentiels. Elle désigne la politique menée dans les quartiers appelés « sensibles », ce qui veut dire défavorisés, principalement des grands ensembles de logements sociaux à la périphérie. Elle est menée conjointement par la municipalité, la communauté urbaine, le gouvernement central et de nombreux acteurs publics, privés et parapublics. Si l'on traduit littéralement par *Politik der Stadt*, les Allemands comprennent que c'est une politique de la municipalité, ce qui est inexact et incomplet. Ils ne comprennent pas non plus la place prise dans cette politique par les acteurs dépendant du gouvernement central : le « Sous-Préfet à la Ville », les « délégués du Préfet », etc. La raison est bien simple : l'Allemagne est un pays fédéral et les Services déconcentrés de l'Etat (central) n'existent pas.

Le problème est le même avec la « rénovation urbaine ». En France, depuis la première rénovation de Paris par le Baron Haussmann, Préfet de police de la Ville de Paris pendant le Second Empire (1852-1870), la « rénovation » commence par la destruction massive des immeubles considérés comme insalubres et dégradés, pour construire du neuf à la place. La rénovation est une opération chirurgicale, donc violente ; elle repose sur le mythe de la table rase du passé, pour faire place nette pour la modernité.

C'est très différent en Allemagne : la rénovation se dit *Sanierung*, ce qui veut dire à la fois soigner et assainir. Le souci de conserver et de mettre en valeur l'existant est beaucoup plus affirmé, celui de ménager les habitants aussi. Il y a des démolitions, mais elles sont l'exception et non la règle. En reprenant la métaphore médicale, on essaie d'abord l'homéopathie et la chirurgie est le dernier recours. Le tableau ci-dessous résume les différences d'approche :

France	Allemagne
Rénovation = démolition, violence <i>Tabula rasa</i> Opération chirurgicale	<i>Sanierung</i> = assainir, guérir Ménager les personnes et les territoires Homéopathie

En Allemagne, il existe depuis 1999 un programme comparable à la politique de la Ville, appelé *Soziale Stadt* (ville sociale). Ce titre est apparemment plus clair, mais le contenu de la ville « sociale » est différent des deux côtés du Rhin : en règle générale (ce qui veut dire qu'il y a des exceptions), on donne en France la priorité aux transformations de l'espace urbain, avec des mesures d'accompagnement social. C'est l'inverse en Allemagne : la priorité est donnée au renforcement des liens sociaux entre voisins, mais aussi entre habitants, autorités locales et techniciens, sans nécessairement rechercher la transformation radicale de l'espace urbain.



Le poids des cultures politiques, professionnelles et administratives

La culture urbaine de l'Allemagne

Dès le Moyen-Âge, l'Allemagne a développé :

- Une culture *urbaine* : *Die Luft der Stadt macht frei!* (L'air de la ville rend libre). L'urbanisation de la France est récente : en simplifiant, en 1850, un quart seulement des Français vivaient en ville ; en 1950, ce sont les trois-quarts. Mais le changement culturel est plus lent et le modèle rural est plus prégnant dans les têtes.
- Une culture *politique* de l'émancipation des citoyens : *Bürger* signifie à la fois « bourgeois » et « citoyen ». Le droit des citoyens à s'informer et à s'exprimer sur les affaires de la cité, individuellement et collectivement, est pris très au sérieux par l'administration communale allemande. Même si elles évoluent, les relations entre les élus locaux français et les habitants restent souvent de type paternaliste et autoritaire.
- Une culture *administrative* d'autonomie des communes et des *Laender* (Etats régionaux). L'Allemagne est un pays de tradition fédérale et elle applique le principe de subsidiarité : tout ce qui peut être traité au niveau local ne remonte pas au niveau supérieur. Les communes sont puissantes, politiquement et économiquement : elles disposent de *Stadtwerke* (ateliers municipaux) qui produisent l'électricité, distribuent l'eau, gèrent des logements sociaux, etc.



Les deux cultures allemandes

Depuis la chute du Mur de Berlin en 1989, les deux Allemagnes sont loin d'être totalement réunifiées. Un jeu de mots difficile à traduire oppose « ceux de l'Est » (*Ossies*) à « ceux de l'Ouest » (*Wessies*). Les différences tiennent à :

- L'économie, totalement sinistrée dans l'ex-RDA (République démocratique allemande). Les salaires sont plus faibles qu'à l'Ouest, le chômage est plus élevé. Les jeunes partent tenter leur chance à l'Ouest ou à l'étranger.
- La démographie, avec le vieillissement de la population, plus accentué dans l'ex-RDA en raison de l'exode des jeunes.
- L'habitat : les grands ensembles sont rares à l'Ouest et ils ne s'identifient pas au logement social. Dans l'ex-RDA, il y a dans les villes industrielles en déclin des quartiers de *Plattenbausiedlungen* (cités de logements préfabriqués), construits pour montrer la modernité du régime socialiste. Ils sont à l'abandon, les résidents sont des retraités, des chômeurs ou des « cas sociaux » (des *asociaux*, dans le langage hérité de la RDA). L'absence de jeunes rend les violences urbaines peu probables dans ces quartiers.
- Sur un point, la comparaison entre les deux Allemagnes joue en faveur de l'ex-RDA : les équipements de quartier. Les droits des femmes (notamment en matière d'avortement) et l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ont été mis en œuvre par le régime socialiste. Il en découle la présence de crèches, d'écoles maternelles, d'équipements sportifs et culturels pour les enfants et les jeunes. Ces équipements font cruellement défaut dans la plupart des villes à l'Ouest.

Les cultures professionnelles de l'aménagement urbain en Allemagne

En France comme en Allemagne, l'aménagement urbain fait l'objet d'une âpre concurrence entre architectes et ingénieurs, avec la présence marginale de médecins de santé publique, etc. Il faut dire quelques mots de trois métiers inconnus en France et importants dans le volet social de l'aménagement urbain :

- *Sozialplaner* (planificateur social) : c'est un métier distinct et complémentaire de celui de planificateur urbain (*Stadtplaner*). Le premier a pour mission de répondre aux besoins et aux attentes des habitants, le second de faire la planification proprement spatiale. Cette division du travail a l'avantage d'instaurer un relatif équilibre entre ces deux cultures professionnelles, alors qu'en France l'absorption fréquente de la planification sociale par la planification urbaine fait passer le spatial avant le social.

- *Gemeinwesenarbeiter* (travailleur social communautaire). L'allemand importe facilement des mots étrangers, anglais surtout (mais français aussi, dans une moindre mesure). C'est pourquoi il est à la mode de dire : *community organizer* (organisateur de la communauté). Cette appellation vient de Chicago, elle a été forgée par Saul Alinsky et ce fut le premier métier de Barack Obama. Elle a été adoptée et adaptée en Allemagne, alors qu'elle est très peu connue en France, où elle provoque des malentendus et des réactions de rejet : il est hors de question d'aider le « communautarisme anglo-saxon » à s'organiser dans la République française ! C'est un contresens flagrant pour deux raisons : d'abord, Saul Alinsky est un « anarcho-syndicaliste de l'habitat ». Ensuite et surtout, « organiser la communauté » veut dire organiser la communauté *de quartier* (et non ethnique), pour lui permettre d'une part de créer un rapport de force et de négocier avec les pouvoirs publics locaux ; d'autre part, d'arbitrer les conflits entre les différentes communautés à l'intérieur du quartier. Les principes de base sont la mobilisation des habitants pour créer un rapport de force et la création d'un espace public de confrontation et de débat, pour trouver des solutions aux problèmes des habitants du quartier. En Allemagne, c'est un métier reconnu dans le travail social, et la plupart des travailleurs sociaux communautaires sont employés par les municipalités ou par des organismes mandatés par elles.

- *Mieterberater* (conseiller des locataires) : ce métier existait peut-être avant, mais, à ma connaissance, il a pris son essor lors de la « rénovation douce » du quartier de Kreuzberg à Berlin, dans les années 1980 (voir ci-dessous). Dans un cadre associatif, il s'agit de professionnels qui aident les locataires, pris individuellement et/ou collectivement, à défendre au mieux leurs intérêts face au propriétaire (public ou privé), ou dans des conflits de voisinage.

Logement social et rénovation urbaine en France et en Allemagne

La définition du logement social

Le logement social en France a une définition juridique : il appartient à des organismes publics ou parapublics et les aides financières de l'Etat lui permettent de pratiquer des loyers « modérés », réservés à des ménages aux revenus « modestes ». D'une part, le loyer modéré est trop élevé pour les plus pauvres, qui logent dans le secteur privé, dans le segment du « marché de l'insalubre », ce que l'on appelle le logement social « de fait ». D'autre part, le logement social institutionnel est lui-même segmenté entre le logement social « ordinaire », le logement « très social » et le logement « intermédiaire », ce qui veut dire entre le logement social et le marché. Globalement, le logement social représente aujourd'hui environ 18% du parc des résidences principales, mais sa segmentation interne complexifie l'analyse : toutes catégories de logement social confondues, le logement social est accessible aux trois quarts de la population de la France.

En Allemagne, deux définitions du logement social cohabitent : une définition institutionnelle proche de la définition française, dominante dans l'ex-RDA ; une définition originale, qui a joué un grand rôle dans le « miracle » économique allemand, après la seconde guerre mondiale : un propriétaire privé qui veut construire une maison peut bénéficier de prêts avantageux de l'Etat (*Land*) à une double condition : il (ou elle) inclut dans cet immeuble un logement indépendant, qui sera considéré comme un logement social jusqu'à la fin du remboursement du prêt à l'Etat (*Land*). Pendant cette période, le propriétaire est tenu de respecter la réglementation des loyers fixée par le *Land* et de choisir son locataire sur une liste de trois noms proposés par le Service municipal du logement. Ces conditions tombent lorsque le propriétaire a fini de rembourser le prêt du Land : le logement « social » devient privé et le propriétaire peut le mettre sur le marché. La création en France du « logement conventionné » en 1977 s'est inspirée de ce modèle. Sur le plan macro-économique, le problème est celui du renouvellement du logement social, surtout dans les villes où le marché du logement est très tendu. Le schéma ci-dessous résume cette comparaison :

France	Allemagne
<ul style="list-style-type: none"> - accessible aux ¾ de la population - très pauvres → marché <i>privé</i> de l'insalubre - logement social concentré dans grands ensembles en périphérie 	<ul style="list-style-type: none"> - logement social institutionnel + logement social privé & temporaire - logement social diffus dans la ville - logement social en vente au privé

Petit historique de la « rénovation douce » en Allemagne

Le quartier de Kreuzberg à Berlin

C'est un ancien quartier ouvrier et populaire au centre de Berlin, avec une forte concentration de population turque : on l'appelle quelquefois « la petite Istanbul ». Malgré d'incontestables spécificités, ce quartier est emblématique de la rénovation douce allemande. Voici les principales étapes :

- En 1950, la démolition est à l'ordre du jour : l'objectif est de faire un carrefour d'autoroutes urbaines au centre de Berlin et l'on commence à détruire des immeubles, dans le secteur de la *Kotbusser Tor*.
- En 1963, la construction du Mur de Berlin permet paradoxalement de conserver ce quartier : d'une part, le projet autoroutier est abandonné ; d'autre part, ce quartier central, populaire et dégradé, devient un cul-de-sac. Il n'intéresse plus les promoteurs immobiliers.
- En 1980, l'*Internationale Bau-Austellung* (exposition internationale d'urbanisme, IBA) a lieu à Kreuzberg, sur le thème de la *Behutsame Stadterneuerung* (rénovation douce). Elle veut apporter la preuve par l'exemple que l'on peut réhabiliter un quartier sans le détruire et sans chasser ses habitants. Elle a un grand succès qui contribue paradoxalement à l'embourgeoisement du quartier sous la forme de la gentrification : des classes aisées « envahissent » et s'approprient ce quartier, en raison de sa valeur patrimoniale de quartier populaire et cosmopolite.
- A Kreuzberg, les conseillers des locataires ont pu les aider à négocier l'ampleur des travaux de réhabilitation à l'intérieur de leur logement et les modalités de leur réalisation. Si les travaux de mise aux normes sont obligatoires, le locataire peut souhaiter aller au-delà. Il doit alors négocier les contreparties avec le propriétaire (durée du bail, montant du loyer) : paiement des travaux par le propriétaire et augmentation du loyer ? Avec des garanties sur le maintien dans les lieux, travaux réalisés par le locataire, ou par un groupe d'entraide (*Selbsthilfe*) ? Cette dernière solution est vivement encouragée car elle présente trois avantages : d'abord, une réduction des coûts ; ensuite, un renforcement des liens sociaux entre voisins ; enfin, une appropriation individuelle et collective du logement et du quartier, renforçant l'estime de soi chez les plus démunis. Cette démarche, pleine de bon sens, est

très rare en France : en dehors de quelques expériences menées par les Compagnons Bâisseurs (notamment en Bretagne), la plupart des organismes de logement social refusent la personnalisation de la rénovation des logements, pour trois raisons : une rénovation « à la carte » serait trop longue et trop compliquée à mettre en place ; les travaux doivent être réalisés par des professionnels agréés et non par des « amateurs » ; enfin, une personnalisation excessive serait une erreur, ils tiennent à une réhabilitation « standard », pour un locataire « moyen » et interchangeable. La solution rejetée en France donne de bons résultats en Allemagne, cherchez l'erreur !

- Après la chute du mur en 1989, ce quartier central redevient très attractif. Les candidats à la gentrification sont nombreux, mais les anciens habitants s'organisent efficacement pour résister et les décourager. Une cohabitation conflictuelle s'instaure entre anciens et nouveaux habitants. La gentrification est ralentie, mais il est probable qu'elle se poursuivra, lentement mais sûrement, notamment à la faveur du décès des personnes âgées.

■ **La rénovation douce dans la Ruhr (Rhénanie du Nord-Westphalie)**

La région de la Ruhr est le berceau des mines et de la sidérurgie en Allemagne. C'est une région proche de la frontière avec les Pays-Bas, très industrielle et urbanisée. Elle a pris de plein fouet la crise des industries traditionnelles dans les années 1980 : fermeture d'usines, apparition de friches industrielles, environnement profondément dégradé et souillé, chômage massif, *etc.*

A l'échelle de la région urbaine comprenant plusieurs villes importantes (Bochum, Duisburg, Essen, Wuppertal, *etc.*), une nouvelle exposition internationale d'urbanisme, l'IBA *Emscher Park*, tente de relever le défi d'aménager des villes « durables », sur le triple plan économique, social et écologique. Sans entrer dans les détails, les grandes orientations sont :

- Décontamination et dépollution des terrains et des rivières, aménagement paysager des sites. Développement des transports « doux » et des transports collectifs, *etc.* Mais la tâche est immense et elle prendra plusieurs décennies.
- Réhabilitation de grande ampleur des « cathédrales industrielles », pour accueillir de nouvelles activités économiques et/ou culturelles ou sportives : industries de pointe, nouvelles technologies, médias, salles de théâtre, de musique, de sports et de loisirs, *etc.* Certaines reconversions sont des « détournements » inattendus : par exemple, une ancienne cuve de refroidissement est devenue un bassin d'initiation à la plongée sous-marine.
- Formation professionnelle des chômeurs, pour qu'ils acquièrent les qualifications requises par les nouveaux emplois.
- Expérimentation de nouvelles formes d'habitat sur le plan écologique (immeubles à énergie positive) et sur le plan social, avec la promotion de formes d'habitat groupé cherchant à répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées, des femmes ou des handicapés, sans les isoler et sans les stigmatiser.
- Mise en place de dispositifs participatifs, notamment des conférences de consensus (par exemple *Essener Konsens*, dans la Ville de Essen).

■ **1999 Soziale Stadt**

C'est un programme conjoint du gouvernement fédéral et des *Laender* (Etats, au sens des Etats fédérés aux USA), au profit de quartiers reconnus « défavorisés », qu'ils soient au centre ou à la périphérie de la ville). Le gouvernement fédéral et les *Laender* participent à la sélection des projets, à la définition des objectifs, au financement, au suivi et à l'évaluation des résultats, mais ils n'interviennent pas sur le terrain : la commune est le maître d'œuvre incontesté. Cela simplifie la coordination, mais des problèmes demeurent : il y a souvent des conflits et des désaccords entre les services municipaux sur les objectifs, sur la stratégie et sur les priorités, par exemple entre le service de l'urbanisme et le service social (l'action sociale étant en Allemagne une compétence communale).

Les objectifs visés ne sont pas très différents de ceux que l'on se fixe en France, mais ils se déclinent différemment :

- D'abord, les projets allemands se placent sur la longue durée, sans déclarer à l'avance que le programme sera réalisé et terminé dans cinq ans.

- L'intégration des « étrangers » est un axe majeur. Il y a d'abord les familles des travailleurs étrangers ; les Turcs sont le groupe le plus nombreux, le plus ancien et le plus médiatisé. Ils sont souvent installés depuis trois ou quatre générations. Même si la loi sur la nationalité a été assouplie pour leur faciliter l'obtention de la nationalité allemande, elle est peu utilisée car elle implique l'abandon de la nationalité d'origine, rupture qui effraie beaucoup de résidents turcs. Les *Aussiedler* sont les descendants d'émigrés allemands qui se sont installés à l'étranger, en particulier en Russie et en Europe de l'Est. Ils ressemblent aux « rapatriés » en France, pendant et après la guerre de libération de l'Algérie. Les *Aussiedler* bénéficient d'une sorte de « loi du retour » et ils sont venus massivement après la chute du mur de Berlin. Ils ont la nationalité allemande dès leur arrivée, alors qu'ils sont nombreux à mal parler l'allemand et à vivre entre eux, quelquefois en idéalisant le régime soviétique qui avait du bon ! Les réfugiés politiques et demandeurs d'asile sont le dernier groupe, beaucoup plus éclaté, mais avec des effectifs croissants. L'apprentissage de la langue allemande est la principale action menée dans le cadre de *Soziale Stadt*, pour favoriser à la fois leur insertion professionnelle et leur insertion dans des réseaux sociaux, notamment de voisinage. A la différence de la France, la mixité sociale est très peu discutée et elle n'est pas perçue comme un vecteur d'intégration.

- L'insertion des jeunes et des femmes est, comme en France, un second axe. Ici aussi, l'objectif se décline en insertion professionnelle et insertion dans des réseaux de voisinage. Le système éducatif allemand a engagé aujourd'hui sa rénovation mais, à l'exception de l'ex-RDA, le modèle traditionnel repose implicitement sur la présence de la mère au foyer qui est disponible dans l'après-midi pour s'occuper des devoirs à la maison et des activités périscolaires de ses enfants. C'est un obstacle majeur à l'emploi des femmes, notamment de celles qui assurent seules la charge de leurs enfants. Des solutions alternatives pour le soutien scolaire et la prise en charge des enfants sont expérimentées dans des projets *Soziale Stadt*.

- Même si les émeutes urbaines ne font pas jusqu'ici partie du paysage allemand, la prévention des incivilités et de la délinquance juvénile est un souci bien présent. C'est le travail classique des « éducateurs de rue », appelés en Allemagne « pédagogues sociaux ».

- Ce qui a été déjà dit sur les formes d'auto-réhabilitation de l'habitat à Kreuzberg vaut ailleurs aussi. L'expression « économie sociale et solidaire » est peu utilisée en Allemagne, mais son contenu est bien présent dans le programme *Soziale Stadt*. Les habitants sont encouragés à s'auto-organiser pour regrouper leurs achats, se procurer une nourriture saine, s'entraider pour l'entretien et le dépannage, etc.

■ Modes de gouvernance

En France, la participation des habitants est exclusivement conçue en termes de participation au débat public qui précède la décision. En Allemagne, on encourage aussi la participation des habitants à l'action et ce qui vient d'être dit sur la réhabilitation du logement s'applique à d'autres domaines. Il y a deux mots différents pour traduire la participation des citoyens : *Beteiligung*, signifie s'impliquer dans l'action et *Mitbestimmung* signifie participer au débat, ou se concerter. Cette dernière forme de participation favorise ceux qui savent parler en public et bien présenter leurs arguments, en marginalisant ceux qui n'ont pas ces compétences. C'est une limite importante, à laquelle on est très attentif en Allemagne.

Une structure d'intermédiation est mise en place dans la plupart des projets *Soziale Stadt*. Le nom habituel est *Quartier Management*, et les « managers du quartier » assurent l'interface entre la municipalité, les habitants, les intervenants techniques, etc. C'est une délégation de service public qui peut être attribuée à une association locale (*Verein*) ou à un bureau d'étude spécialisé. Mais, pour garantir son autonomie et son indépendance, elle est le plus souvent accordée à un organisme d'envergure nationale (*Verband*) comme *Caritas*

(catholique), *Diakonie* (protestant), *Arbeiterwohlfahrt* (le bien-être du travailleur, d'origine syndicale), etc. Il n'y a pas en Allemagne de loi de séparation entre les églises et l'Etat.

Dès le lancement du projet, un dispositif d'évaluation est mis en place, pour contribuer au pilotage et au recadrage de l'action. C'est un dispositif assez lourd, avec beaucoup d'allers et retours entre les experts évaluateurs, les autorités locales, les intervenants et les habitants. Il permet d'engager le débat sur la base de constats argumentés et non d'impressions personnelles invérifiables.

La crise économique et les limites de Soziale Stadt

L'Allemagne est présentée comme le « bon élève » de la sortie de la crise économique mondiale et son faible taux de chômage en est la preuve. Selon la *Bundesagentur für Arbeit* (l'Agence fédérale du travail, citée dans le *Tageszeitung*, 4.1.2013), le chômage qui était de 7,1% en 2011 a baissé à 6,8% en 2012, alors qu'il dépasse les 10% en France et qu'il continue à grimper. Mais ce résultat est moins brillant qu'il n'y paraît : si le chômage est relativement réduit, le nombre de travailleurs pauvres et précaires augmente fortement, avec le développement du temps partiel subi et des salaires de misère, dans le cadre du programme appelé « Harz IV ». Par ailleurs, comme en France, la politique d'austérité entraîne la baisse des crédits publics et *Soziale Stadt* semble s'essouffler.

Conclusion : intérêt et limites du dialogue franco-allemand

J'espère avoir montré qu'en matière de rénovation douce l'Allemagne explore des pistes innovantes et que les acteurs français de la politique de la ville, y compris les habitants des quartiers, ont intérêt à connaître ces expériences et à s'en inspirer. Mais s'inspirer ne veut pas dire copier. C'est le piège du discours de l'Union européenne et des organismes internationaux de coopération Nord-Sud sur les « bonnes pratiques » (*good practices*) qu'il faudrait identifier et reproduire ailleurs. Une pratique est « bonne » parce qu'elle est adaptée à son environnement. Si on la sort de son contexte pour la recopier à l'identique, elle n'est plus adaptée et elle n'est plus une bonne pratique. Il faut donc poser la question autrement : comment recopier intelligemment, avec les modifications nécessaires pour que ce soit adapté au nouveau contexte ? Un tel échange d'expériences n'est pas à sens unique, il est mutuellement enrichissant pour les deux parties.

Le débat sur *Community organizing* est éclairant : elle vise l'émancipation des citoyens en renforçant leur pouvoir d'agir (*empowerment*) dans leur quartier. La communauté visée est la communauté de quartier, donc territoriale ; y voir du « communautarisme » est un contresens incompréhensible, puisque les communautés de communes et les communautés urbaines ont une grande place dans le discours politique en France.



Pour en savoir plus : références bibliographiques (en français)

Alinsky, S. 1976. *Manuel de l'animateur social*, Paris, Seuil (coll. Points, épuisé). Version originale : *Rules for Radicals*, 1971.

Blanc, M. 1990. « Du logement insalubre à l'habitat social dévalorisé. Les minorités ethniques en Allemagne, France et Grande-Bretagne », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°49, p. 37-48.

Blanc, M. 2006. « Politique de la ville et *Soziale Stadt* : une comparaison franco-allemande », *Pensée plurielle*, n°12, p. 45-51.

URL : www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2006-2-page-45.htm. DOI : [10.3917/pp.012.51](https://doi.org/10.3917/pp.012.51).

Blanc, M. 2007. « La "politique de la ville" : une "exception française" ? », *Espaces et Sociétés*, n°128/129, p. 71-86.

URL : www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2007-1-page-71.htm. DOI : [10.3917/esp.128.0071](https://doi.org/10.3917/esp.128.0071).

Blanc, M. & Eberhardt, A. 2011. « Travail social communautaire et mobilisation des habitants dans les quartiers populaires en Allemagne », *Informations sociales*, n°163, p. 106-114.

URL : www.cairn.info/revue-informations-sociales-2011-1-page-106.htm.

Blanc, M. 2012. « "Jeunes des banlieues" et éducateurs de la prévention spécialisée », dans Hammouche, A. (dir.) *Respect ! Autorité et rapports de générations dans les banlieues*, Genouilleux, La Passe du vent, p. 155-173.

Keller, C. 2007. « La population des grands ensembles de l'ex-RDA », *Espaces et sociétés*, n°128-129, p. 87-101.

URL : www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2007-1-page-87.htm. DOI : [10.3917/esp.128.0087](https://doi.org/10.3917/esp.128.0087).

Ladmiral, J.R. 2003. *Traduire : théorèmes pour la traduction*, Paris, Gallimard (1^{er} éd.1994).

Siebel, W. 1993. « L'"IBA" ou l'Exposition internationale d'Urbanisme d'Emscher Park », *Espaces et Sociétés*, n°72, p. 65-82.

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k56197302/f66.image.r=walter%20siebel%20emschr%20p ark.langFR>

Zimmer-Hegmann, R. 2012. « Le programme "Ville sociale" en Allemagne », dans Houard, Noémie (dir.), *La politique de la Ville. Perspectives françaises et ouvertures internationales*, Paris, Conseil d'Analyse Stratégique – La Documentation française (Rapports et Documents, n°52), p. 175-187.

http://www.strategie.gouv.fr/system/files/2012-12-12-rapport_52_politiquedelaville_web_1.pdf

Maurice Blanc

Professeur de sociologie, Université de Strasbourg

Rédacteur en chef de la revue interdisciplinaire *Espaces et Sociétés*

maurice.blanc@unistra.fr